

**Discours de M. Richard Ferrand,
Président de l'Assemblée nationale**

**Cérémonie d'apposition d'une plaque
en mémoire de M. Jacques Chirac**

Hémicycle – Mercredi 23 septembre 2020 à 11h00

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Madame et messieurs les Premiers ministres,
Mesdames et messieurs les ministres,
Monsieur le Président du Conseil économique, social et
environnemental,
Messieurs les présidents,
Mesdames et messieurs les députés, chers collègues,
Madame la maire de Paris,
Madame et messieurs les présidents de région,
Monsieur le colonel commandant la place militaire du Palais-
Bourbon,
Messieurs les secrétaires généraux,
Chère Madame Claude Chirac,
Mesdames, messieurs,

Il y aura bientôt une année, tombait la triste nouvelle : Jacques
Chirac n'était plus.

Jacques Chirac l'infatigable, Jacques Chirac l'insubmersible, Jacques Chirac qui par toutes ses fibres avait vécu à pleine vie et incarnait pour ainsi dire l'idée même de dynamisme et d'allant, Jacques Chirac nous avait quittés.

Depuis plus d'un demi-siècle, il faisait partie de notre vie politique et, pour ainsi dire, la rythmait. Avec lui nous avons connu la République à grandes enjambées, fonceuse, gourmande, sans complexes, qui virevoltait de coup de gueule en coup de théâtre, de dissolution en retournement électoral. Quelle santé ! Quelle énergie !

Ce tourbillon de vitalité, pourtant, nous cachait sans doute un autre Chirac, plus secret, plus profond. Un Chirac travailleur, car on n'entre pas à l'ENA sans efforts, on n'est pas élu et réélu sans constance. Un Chirac curieux du monde, qui avait visité l'Amérique, qui aimait les cultures d'Asie et d'Océanie. Un Chirac lecteur de Camus et de Malraux, qui déployait tout son talent pour ne surtout pas mériter l'étiquette d'intellectuel.

Jeune conseiller de Georges Pompidou, qui lui apprend les bases du réalisme en politique, Jacques Chirac n'a pas trente-cinq ans lorsqu'il se lance à l'assaut d'une circonscription, dans l'un de ces bastions de la gauche que les gaullistes ont alors la volonté de conquérir.

Au cœur de la France en effet, la Corrèze attend son paladin. Et la belle endormie n'en croira pas ses yeux !

En 1967, il faut tout à la fois un bon contact, une certaine culture historique et un peu de malice paysanne pour comprendre ces départements ruraux, un peu méfiants, et néanmoins accueillants, qui au centre de notre beau pays forment en quelque sorte le conservatoire de nos passions françaises.

Le goût de l'ordre et l'amour de la liberté, l'attachement aux traditions marié à l'aspiration au progrès, une nature majestueuse et le refus de mourir enclavé : telles étaient les contradictions bien françaises des Corrèziens depuis 1789, quand un grand gaillard surgi d'un cabinet de Matignon, en 1967, vint leur dire qu'il les avait compris.

À la surprise générale, sauf peut-être à la sienne, Jacques Chirac fut élu député. Un succès d'autant plus éclatant, pour le débutant qu'il était encore, qu'il renversait, déjà, le cours des événements.

Aux législatives de 1967, en effet, ne l'oublions pas, les gaullistes et leurs alliés ne conservèrent la majorité qu'à un siège près. Cette circonscription corrèzienne qu'emportait le jeune Chirac, c'était plus qu'un trophée, c'était la victoire.

Le nouveau député en fut immédiatement récompensé : à peine élu, le voici nommé au Gouvernement comme secrétaire d'État à l'Emploi. Et c'est ainsi que, le 12 avril 1967, pour la première fois dans cet hémicycle, il prend la parole, sur le problème encore presque méconnu du chômage.

Ce secrétariat d'État n'est alors qu'un « strapontin », pour reprendre le terme de Georges Pompidou, qui a prévenu son protégé par un sage conseil : « Ne vous prenez surtout pas pour un ministre ! »

Le cours de l'histoire va en décider autrement. Quand on est secrétaire d'État à l'Emploi en Mai-68, au moment des plus grandes grèves de notre histoire, avec un quart de la population active en dissidence, l'activité économique à l'arrêt et la perspective d'une révolution sociale, mieux vaut avoir des nerfs et du discernement. Dans ce contexte un peu fou, Jacques Chirac se révèle : fin négociateur en sous-main comme à Grenelle, capable d'entendre les bonnes raisons de l'adversaire et d'ignorer les mauvaises idées des amis, pragmatique, efficace et solide, il fait ses preuves. Il ira loin, chacun le sent.

Aussi poursuit-il sa carrière paradoxale : trois fois élu député, trois fois propulsé au Gouvernement dans la foulée.

Pendant neuf ans, c'est au nom de l'exécutif qu'il s'exprime ici : secrétaire d'État, ministre délégué, ministre, Premier ministre, il lui faut attendre neuf ans pour redevenir parlementaire de plein exercice... Un parcours atypique que pourraient envier de nombreux députés, qui attendent parfois plus de neuf ans pour accéder au Gouvernement... ou pas.

Une expérience, en particulier, mérite qu'on s'y arrête. En 1971, Jacques Chirac est nommé ministre délégué aux Relations avec le Parlement. Toujours aussi actif, proche du Président Pompidou au point d'avoir droit d'entrée permanent à l'Élysée, c'est tambour battant qu'il mène la majorité, ou qu'il malmène l'opposition. Il s'en repentira.

« J'ai été un mauvais ministre des Relations avec le Parlement », confiera Jacques Chirac, et cette capacité à reconnaître ses erreurs fait, je le crois, partie intégrante du sens politique.

Oui, Jacques Chirac a quelque peu brusqué les parlementaires, ce qui passait pour logique dans cette France du début des années 1970, au moment de la technocratie triomphante et de l'énarchie pure et dure. Or, le Corrèzien de Paris comprend qu'il fait fausse route. Il sent qu'en République, deux légitimités coexistent, celle du savoir et celle de l'élection – celle de la technicité et celle de la citoyenneté.

Oui, ces deux légitimités existent et ne doivent pas être disjointes, encore moins opposées. Il ne suffit pas de savoir, dans l'isolement superbe du penseur ou du statisticien : il faut convaincre, et pour cela écouter, dialoguer, discuter, avec toutes les composantes de la société, avec l'ensemble des citoyens.

C'est ce constat qui fera de Jacques Chirac ce ministre de l'Agriculture entré dans la légende républicaine, un ministre au grand air, accessible, ouvert, omniprésent, qui entre deux dégustations, sous l'apparence d'une grande jovialité, prend en permanence le pouls de la Nation.

Après un bref passage au ministère de l'Intérieur, le voici faiseur de roi, bouleversant déjà les pronostics de l'élection présidentielle : en 1974, ralliant les « députés de base » contre les « barons », il fait élire Valéry Giscard d'Estaing qui le nomme à Matignon.

Nous devons à la majorité de cette époque une innovation qui, sous des formes renouvelées, demeure un grand rendez-vous démocratique : les questions au Gouvernement.

Le 12 juin 1974, à quinze heures, c'est Jacques Chirac qui inaugure cette procédure nouvelle ; et puisque l'opposition semble bien décidée à en profiter pour rompre des lances, le nouveau Premier ministre ne craint pas de s'exposer. Sur vingt-deux questions posées ce jour-là, Jacques Chirac va répondre six fois en personne.

Sur les aides aux collectivités locales, sur l'éducation physique et sportive, sur les essais nucléaires souterrains, sur l'éventualité d'une session extraordinaire, sur les pensions de réversion, sur les grèves à l'ORTF, il est là, il bataille, argumente, réplique, sous les applaudissements de sa majorité qu'il galvanise. Le moment est si intense que le jour même, en séance, les députés demandent qu'à l'avenir, les questions au Gouvernement soient intégralement télévisées ! C'était il y a quarante-six ans...

La télévision, deux ans plus tard, donna à voir un Chirac tout aussi dynamique, mais fort mécontent. C'était, souvenez-vous, durant cet été chaud de 1976, l'année de la sécheresse... Estimant ne pas obtenir les moyens de sa politique, le Premier ministre sortit le pays de sa torpeur en résiliant de lui-même ses fonctions, pour se retremper dans les sources même du gaullisme militant, bien décidé à ne plus avoir d'autre chef que sa propre conscience. Après l'alternance de 1981, il s'imposa comme le leader de l'opposition.

La suite, vous la connaissez, vous l'avez vécue comme moi. Raconter la vie de Jacques Chirac ? Mais ce serait retracer l'histoire de la V^e République, et je n'y prétends pas ! Je partagerai avec vous quelques points saillants, des moments décisifs : ceux qui restent, à jamais, gravés dans notre mémoire collective.

Sur l'Europe, certaines de ses positions ont heurté, mais reconnaissons qu'il a beaucoup évolué après l'appel de Cochin. Et même, en lisant et relisant ses discours et déclarations, j'ai trouvé un aphorisme politico-philosophique. « Et le vrai fondement de la paix intérieure, dans une société démocratique, c'est la pratique responsable de la liberté et le sentiment partagé de la justice », disait-il ainsi dans sa déclaration de politique générale, le 5 juin 1974.

De même sommes-nous nombreux, dans cet hémicycle, quel que soit notre engagement politique, à approuver ces « cinq actions essentielles » qu'il inscrivait dans sa feuille de route : « la protection de la nature, l'humanisation de la vie urbaine, l'amélioration des conditions de travail, l'aménagement des loisirs, l'allègement du formalisme administratif »...

Redevenu Premier ministre en 1986, il ajoutait : « Notre nouvelle frontière, ce doit être l'emploi. » Les voies et moyens qu'il envisageait alors n'ont pas convaincu les Français, qui prolongèrent le mandat de François Mitterrand en 1988.

Mais je veux retenir les références que Jacques Chirac mettait alors en avant et qui allaient beaucoup plus loin que la simple théorie libérale ou monétariste : « Car les Français ne se résignent pas, disait-il.

« Beaumarchais a bien exprimé cette faculté de nos compatriotes à se ressaisir devant l'obstacle, faculté qui fait sans doute le trait le plus attachant du génie français : "La difficulté de réussir, dit-il, ne fait qu'ajouter à la nécessité d'entreprendre." »

En citant Beaumarchais, il parlait de lui-même, et plus tard il convoqua un auteur plus moderne à l'appui de son projet de société : « La politique nouvelle, disait-il, ne saurait être le simple énoncé de mesures techniques à inscrire dans des textes législatifs ou réglementaires. L'attente du nouveau va bien au-delà. Comme l'a écrit Albert Camus, "l'homme est un animal qui veut du sens". Notre tâche aujourd'hui, ce n'est rien moins que de donner un sens au nouveau. Notre ambition, c'est de trouver ce sens dans une véritable renaissance de l'humanisme. »

Bref, nous assurait-il, « quelle que soit la difficulté des temps, nous devons avoir confiance en la France parce que la France a toutes les chances ».

La France de Jacques Chirac n'était pas frileuse. La France selon Jacques Chirac était ce pays ouvert, râleur peut-être mais toujours novateur, revendicatif sans cesser d'être inventif, cette France complexe et inépuisable que nous aimons par-delà la raison.

Aussi rejetait-il toute tentation d'exclusivisme, toute forme de discrimination haineuse. Et nous avons tous en tête sa déclaration du Vélodrome d'hiver, le 16 juillet 1995, quand il reconnut la participation de l'État français à la folie criminelle de l'occupant : « Il est, dans la vie d'une nation, des moments qui blessent la mémoire et l'idée que l'on se fait de son pays », affirma-t-il gravement.

Ces moments, il fit tout pour ne jamais les revoir et, malgré les tentations que pouvait susciter chez quelques-uns une certaine arithmétique électorale, jamais, oui jamais, il ne voulut que la droite républicaine s'allie avec la droite extrême.

Sa dernière intervention dans cet hémicycle en porte témoignage.

Il n'était plus présent ici depuis sa première élection à la présidence de la République, en 1995, et comme le voulait la Constitution, à l'époque, il ne pouvait plus communiquer avec les parlementaires que par le truchement d'un message.

Pour ce dernier message dans l'hémicycle, vous lui avez donc prêté votre voix, Monsieur le Président Debré, vous qui en avez donné lecture ici même, en juillet 2002.

Jacques Chirac vient d'être réélu, au second tour, avec plus de 80 % des voix. Une fois encore, il a déjoué tous les calculs et toutes les prédictions, montrant que la surprise reste la seule vraie loi de l'Histoire.

Et voici ce qu'il déclare aux députés, je crois que c'est toujours valable aujourd'hui :

« Notre pays n'a pas le choix de rester immobile dans un monde en mouvement, dynamique, mais aussi instable.

« Au sursaut démocratique des Français doit répondre un véritable sursaut politique pour rendre à l'action publique sa force et son efficacité. »

Vous savez ce que prédisait Charles de Gaulle, « tout le monde a été, est ou sera gaulliste ». Aujourd'hui, pour paraphraser le Général, je constate que tout le monde a été, est ou sera chiraquien.

Par son dynamisme, son mouvement, sa stratégie de l'initiative qui donnait le tournis à ses alliés comme à ses adversaires, Jacques Chirac nous a longtemps étourdis de son activité. Nous comprenons mieux aujourd'hui, avec le recul du temps, ce qui constituait l'unité de l'homme et de sa pensée : un amour inépuisable de la France et des Français, un puissant ancrage humaniste qui faisait de lui un grand républicain.

Cette plaque de cuivre que je vais bientôt dévoiler, bien sûr, n'est pas grand-chose ; ce siège n° 99 qu'elle va orner à jamais, Jacques Chirac ne l'a occupé que passagèrement, avant de voler vers la magistrature suprême, en 1995. Et pourtant, cette plaque sur ce siège nous en dit beaucoup sur lui et sur nous, sur notre République. Elle est un hommage, un hommage de la Représentation nationale à celui qui, devant l'Histoire, sut incarner l'essentiel de la France.

Le plein respect des exigences sanitaires nous oblige à porter des masques, et c'est normal ; mais nos cœurs, eux, ne sont pas masqués ; non, je le lis dans vos yeux, notre émotion est sensible au moment de dire à Jacques Chirac et à sa famille que notre République n'est plus la même sans lui, et qu'il nous manque.

Les institutions, bien sûr, nous survivent et c'est là leur fonction ; mais elles n'en sont pas moins œuvres humaines et je veux dire ici que Jacques Chirac, député, secrétaire d'État, ministre, Premier ministre, président du conseil général de Corrèze, maire de Paris, Président de la République, Jacques Chirac les habita comme personne.

Son style est parti avec lui, il serait vain de prétendre l'imiter. Sa mémoire en revanche nous vient en héritage, pour nous donner une leçon de haute politique : non, l'action publique n'est pas vaine ; oui, les mille et un tours que nous jouent les aléas électoraux ont du sens, s'ils permettent aux élus de parler à la France et de lui montrer la voie à suivre, pour éviter d'aller au gouffre.

Comme disait Malraux : « L'homme est ce qu'il fait. » Et Jacques Chirac n'a pas voulu que Malraux entre au Panthéon par hasard. Avec l'auteur de la *Condition humaine*, c'était l'engagement et le courage qu'il saluait.

Mais je n'oublie pas que le Président Chirac accueillit un autre écrivain au Temple des grands hommes : Alexandre Dumas père, un romantique comme lui, un amoureux de la vie qui avait porté haut les couleurs de la France.

Avec Dumas, Jacques Chirac signifiait aussi qu'on peut être descendant d'esclave et partie prenante du récit national, que la qualité de Français n'a rien de biologique ni d'ethnique, puisqu'elle se confond avec le culte de la liberté. Quelle plus belle illustration pouvait-il trouver que l'auteur des *Trois Mousquetaires*, lui qui, né trop tard, n'aurait pas déparé leur troupe ?

Jacques Chirac, ce nom qui sonne comme un cliquetis d'épées, fut en somme un fin bretteur de notre vie publique.

Comme Porthos, il aimait la simplicité et la cordialité, il appréciait cette solide fidélité dont il témoigna lui-même auprès de ses amis.

Comme Athos, plus complexe et tourmenté qu'il s'efforçait de paraître, il savait conserver sa part de secret et ne découvrir ses plans qu'au bon moment.

Comme Aramis, séducteur et séduisant, fin tacticien, il respectait les pouvoirs civils et religieux sans pour autant renoncer à son libre-arbitre.

Réunissant en lui les qualités des trois mousquetaires, Jacques Chirac s'inspira librement de leur devise en proclamant : la France pour tous, et tous pour la France !

Il fut un d'Artagnan de la République, prompt à tirer le fer, et capable de se réconcilier avec des adversaires de bonne foi s'il s'agissait de combattre pour une cause juste.

Parmi celles-ci, je pense à ces grandes causes transpartisanes qu'il défendit, à la fin de sa vie, dans les enceintes internationales. À l'Unesco d'abord, où il prit parti pour la « diversité culturelle », contre une « mondialisation-laminoir des cultures ». Au sommet de la Terre à Johannesburg, en 2002, quand il tira l'alarme : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. » En peu de mots, quel programme !

Je veux également rappeler ici que Jacques Chirac fit partie, le 18 septembre 1981, des dix députés RPR qui votèrent le projet d'abolition de la peine de mort tandis que 73 votent contre et quatre s'abstiennent.

Et en 2007, l'un des derniers textes adopté sous sa présidence sera l'article 66-1 de la constitution relatif à l'interdiction de la peine capitale, votée par le Congrès le 19 février de la même année.

Tel fut Jacques Chirac. On croirait, à parcourir ainsi les grands moments de son existence, que tel un personnage surnaturel, il eut plusieurs vies. Non : il en construisit une et une seule, bien remplie, et même très dense, qu'il dévoua tout entière à la République et à ses concitoyens.

En sa mémoire, en son honneur, je suis heureux de vous voir ici réunis pour inscrire définitivement le nom de Jacques Chirac dans l'enceinte de l'Assemblée nationale.

Je vous remercie.